

Bas les armes !

L'Afrique subsaharienne n'est pas seulement la région du monde la plus touchée par la pauvreté et le sida, c'est aussi la plus touchée par la guerre. Plus de trois millions de morts depuis 1998 rien qu'au Congo. Et, là encore, les femmes et les enfants en sont les principales victimes. Mais les Africaines ne sont pas que des victimes, elles tiennent leurs sociétés à bout de bras. Et, selon Françoise Nduwimana, sans elles, la paix africaine est impensable.

par Sylvie Dupont



Sur les 48 pays qui composent l'Afrique subsaharienne, une vingtaine ont connu une guerre civile dans les 15 dernières années. Bien qu'elle ne représente que 10 % de la population mondiale, cette région du monde vient au deuxième rang

après l'Asie pour ce qui est de la concentration de personnes réfugiées et déplacées : 15 millions, dont 80 % sont des femmes et des enfants. C'est aussi en Afrique subsaharienne que la guerre fait le plus de morts, et qu'on trouve le plus d'enfants-soldats.

Arrivée au Québec en août 1995 pour fuir la guerre dans son Burundi natal, Françoise Nduwimana, spécialiste des conflits armés en Afrique et membre de la Coalition pour les droits des femmes en situation de conflits, connaît le sujet à fond, comme en témoignent notamment ses rapports *Le droit de survivre : femmes, violence sexuelle et VIH/sida* et *La paix africaine est inconcevable sans un leadership féminin*¹. Nous l'avons rencontrée chez elle, à Gatineau, au retour d'un voyage en République démocratique du Congo-Kinshasa (RDC).

La Vie en rose : Françoise Nduwimana, avant de nous parler de ce que vous avez vu au Congo-Kinshasa, rappelez-nous en quelques mots l'histoire de la guerre qui s'y déroule.

Françoise Nduwimana : Depuis 1998, le Congo est ravagé par une guerre qui a fait plus de 3 millions de morts. Cela a commencé en 1996 par une rébellion dans l'est du pays, soutenue par le Rwanda et l'Ouganda, pour chasser le dictateur Mobutu, qui gouvernait depuis 1965 avec la bénédiction et l'appui de toutes les grandes puissances. En 1997, cette rébellion a porté au pouvoir son meneur, Laurent-Désiré Kabila. Mais dès qu'il a commencé à prendre son rôle de président au sérieux et à chercher une certaine autonomie, les choses se sont gâtées. En 1998, le Congo a été envahi à l'est par les pays voisins, notamment l'Ouganda et le Rwanda, pour des raisons de sécurité nationale qui pouvaient se comprendre : après le génocide rwandais, les miliciens de la force armée génocidaire s'étaient réfugiés à l'est du Congo

et pouvaient en effet représenter une menace. Mais quelques années plus tard, quand on voit l'exploitation éhontée des ressources naturelles du pays, on réalise que l'Ouganda et le Rwanda avaient peut-être d'autres raisons d'être là.

Pendant cette guerre, Laurent-Désiré Kabila a fait appel à des forces alliées – notamment le Zimbabwe, la Zambie, l'Angola. En 1999, il a signé un accord de paix prévoyant un cessez-le-feu qui n'a jamais eu lieu, et, en 2001, il a été assassiné et remplacé par son fils, Joseph Kabila. Après de longs pourparlers, un accord de paix partiel a été signé en 2002 et les troupes rwandaises et ougandaises se sont retirées, mais la guerre civile a continué, même après la formation d'un gouvernement de coalition en 2003.

Alors, comment a été votre voyage au Congo ?

Oh... très triste. J'ai visité entre autres un hôpital où il y avait une cinquantaine de femmes en attente d'opération et une soixantaine qui avaient été opérées – tous des cas extrêmement graves de fistules². Des femmes mutilées par des violences sexuelles inouïes, violées par... avec des objets. Toute cette haine... C'est une des pires formes de barbarie. Parmi ces femmes, il y a des petites filles de 12 ans ; j'ai même vu une vieille de 74 ans. Franchement ! On dit violence sexuelle, mais ce n'est pas sexuel. Ça n'a rien à voir. C'est politique. C'est cette envie de détruire, de s'en prendre aux plus pauvres – les femmes, en l'occurrence. Le Congo est grand comme la moitié de l'Europe, alors il n'y a peut-être que 1 % des victimes qui parviennent à gagner un grand centre et à se faire soigner. Actuellement, il n'y a aucune structure publique qui prend en charge les victimes. Alors, ce sont des initiatives privées, de petites ONG qui font de leur mieux, mais...

Et qui leur a fait ça ? Qui a commis ces atrocités ?

Des hommes de tous les camps. Il y a une vingtaine de factions armées qui se battent en ce moment au Congo. Pour les femmes, c'est difficile de situer l'homme en uniforme : est-il de l'armée nationale, de telle faction de la rébellion, de telle autre ? Mais d'un commun accord on

¹ On peut lire le premier sur le site de Droits et démocratie (<ichrdd.ca>), et le second, présenté à la 7^e consultation annuelle CESH-CPCC-MAECI sur la consolidation de la paix et la sécurité humaine, sur le site <humansecurity.gc.ca/Nduwimana-fr.asp>.

s'entend pour dire que toutes les factions armées ont commis de tels actes. C'est quand même assez troublant, l'ampleur que ça a pris au Congo, parce qu'il y a eu un accord de paix. Mais les viols ne cessent pas. C'est comme s'il y avait une culture... bien sûr encouragée par l'impunité.

En fait, le conflit armé a dévoilé un mal de société. Comme partout, les violences sexuelles domestiques étaient assez répandues, bien qu'étouffées. Mais à ce type de violences se sont ajoutés les viols utilisés comme tactique de guerre. Et les groupes de femmes là-bas, même s'ils mènent un autre combat contre les violences domestiques, veulent qu'on fasse la différence, que la justice internationale reconnaisse que ces viols sont des crimes de guerre et les punisse comme tels en vertu du droit pénal international. On est encore loin de ça. Il va falloir beaucoup de courage, de patience et de temps pour que ces crimes soient enfin reconnus et punis pour ce qu'ils sont.

Le droit pénal international reconnaît aussi comme crimes de guerre la prostitution forcée, l'esclavage sexuel et la grossesse forcée. Avez-vous entendu parler de tels crimes en RDC?

Oui. Au moins sept pays se sont affrontés au Congo, et chaque armée d'occupation contrôlait et gérait sa zone, avec les conséquences que cela suppose pour la sécurité des femmes. Ces combattants, qui ont été au Congo durant des années, ont laissé derrière eux beaucoup d'enfants sans statut, mais la question des femmes reste entière: il y en a qui étaient des esclaves sexuelles, des épouses forcées, qui ont eu des enfants, qui sont restées parce qu'elles ne voulaient pas suivre ces hommes, et on ne fait rien pour elles. Le problème est d'autant plus grave que ces femmes sont stigmatisées, surtout celles qui ont des enfants: ce sont des enfants de la honte, des enfants de l'ennemi qui a apporté tant de désolation dans le pays.

Quelle est la situation des réfugiés, des déplacés?

La RDC compte environ 3 millions de personnes réfugiées ou déplacées, dont 75 % de femmes et d'enfants, concentrées dans l'est du pays, là où a eu lieu la guerre civile la plus meurtrière – massacres ethniques, viols, tortures... Il s'agit surtout de déplacés, de Congolaises et de Congolais, dont la grande majorité vit



dans des camps. Au Congo, 80 % de la population vit avec un revenu quotidien de moins de 1 \$ par personne. Imaginez tous ces déplacés, qui ont tout perdu, qui sont dans des camps depuis des années, et qui vivent de l'aide humanitaire. Il y a des pénuries de nourriture, des problèmes d'hygiène, d'approvisionnement en eau potable...

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi il y a tant de conflits armés, de guerres interethniques, de guerres civiles en Afrique subsaharienne?

Ces 20 dernières années, on assiste à une profonde mutation des conflits armés en Afrique. De la guerre

d'indépendance menée au nom d'un projet collectif, le continent est passé aux conflits internes, régionaux, aux guerres fratricides, aux conflits à caractère ethnique, etc. Que ces conflits s'enracinent dans l'héritage colonial ou aient été motivés au départ par une quête de justice, il n'en reste pas moins que l'usure est en train de réduire la guerre à une fin en soi, à un mode de vie. La guerre finit par s'inscrire dans une logique de prédation. Le danger de la guerre africaine réside dans l'absence de motifs autres que l'accession au pouvoir ou la mainmise sur les richesses nationales. Elle est devenue une façon légale de contourner l'expression démocratique: le pouvoir qu'on n'obtient pas par les urnes, on le prend par un coup d'État, puis en s'im-

“ **O**n dit violence sexuelle, mais ce n'est pas sexuel. Ça n'a rien à voir. C'est politique. ”

posant comme partie au processus de paix. Les pays ne sont plus considérés comme des nations peuplées d'hommes et de femmes, mais réduits à leurs ressources naturelles vues comme des butins de guerre. C'est particulièrement vrai au Congo, qu'on a décrit comme un scandale géologique tellement il regorge de minerais – diamants, coltan, or, uranium, cobalt, cuivre, gisements de pétrole. On y trouve aussi 50 % des réserves africaines de bois, et 10 % du potentiel hydroélectrique mondial.

Cette logique de prédateur ne doit pas faciliter les pourparlers de paix...

Tels qu'ils se sont déroulés jusqu'ici, les processus de paix en Afrique obéissent davantage aux diktats militaires qu'à une vision de justice et de droits humains. Ils expriment avant tout l'équilibre de la terreur. Ils sont tellement enfermés dans une logique et une culture guerrière que la population civile n'y voit pas des initiatives de paix, mais des cadres légaux qui cautionnent la militarisation de la démocratie. En négociant le partage du pouvoir entre les factions rivales plutôt que de rechercher la paix, on est en train de créer une mode lourde de conséquences.

Vous voulez dire que la société civile ne participe pas aux négociations de paix?

En principe, les missions de paix et de médiation internationales devraient favoriser activement la participation de la société civile, en particulier des groupes de femmes. Mais en pratique, quand la société civile est consultée, c'est pour la forme et à travers des mécanismes parallèles (forums, tables rondes, conférences, etc.) qui ne garantissent en rien que ses doléances et ses aspirations transparaîtront dans l'accord de paix. C'est pourtant la société civile qui défend la justice et le respect des droits humains, qui sont des dimensions incontournables de la paix.

En refusant que les crimes de guerre restent impunis, par exemple?

Oui, et c'est crucial, parce que l'impunité est un des terrains de la guerre en Afrique. Toute une génération subit aujourd'hui les conséquences des crimes de guerre impunis, alors il faut nécessairement s'attaquer à

² LA FISTULE obstétricale est une déchirure du canal vaginal – entre la vessie et le vagin ou entre le rectum et le vagin – généralement causée par un travail difficile et prolongé (parfois plusieurs jours) faute de soins obstétricaux adéquats (césarienne) pour mettre fin aux pressions excessives. Dans la plupart des cas, le bébé meurt et, si la mère ne meurt pas d'une infection, elle reste handicapée par une incontinence urinaire ou fécale chronique. L'OMS a estimé que plus de deux millions de femmes vivent avec des fistules obstétricales non traitées.

Le canal vaginal peut aussi être déchiré par un viol brutal. Des milliers de femmes du Congo oriental ont reçu un diagnostic de fistule traumatique à la suite des viols collectifs particulièrement brutaux. Ces femmes sont souvent rejetées par leur mari, ostracisées et condamnées à la mendicité. *Source*: <fistules.org>.

l'impunité. Laisser un criminel de guerre comme Charles Taylor (Libéria) diriger un pays ou associer aux négociations de paix un criminel de guerre comme Foday Sankoy (Sierra Leone), c'est imposer une trêve, et non construire la paix. On ne devrait jamais entreprendre des initiatives de médiation et de réconciliation sur fond d'impunité.

La guerre qui a déjà fait 3 millions de morts au Congo est une guerre de pillage, mais c'est aussi une guerre contre les femmes. On ne peut pas parler de processus de paix si on ignore ceux et celles à qui on a nié le droit à la vie, à la dignité et à la sécurité. S'interroger sur la cohérence des initiatives de paix dans ce pays oblige à se demander ce que la communauté internationale entend faire pour réagir aux crimes contre les civils ou au pillage éhonté du Congo par ses voisins.

Par ailleurs, quand on voit les massacres de civils continuer après la signature d'un accord de paix et la mise en place des institutions de transition, comme c'est le cas au Congo, on se demande s'il n'y a pas confusion entre recherche de la paix et gestion de la guerre.

Peut-il en être autrement? Pensez-vous qu'une véritable paix soit possible en Afrique?

Je dirais que la paix pose trois grands défis : la prévention de la guerre, le leadership des femmes africaines et la volonté politique internationale.

Construire la paix, c'est d'abord prévenir la guerre. Comme je l'ai dit, dans bien des cas, la guerre est devenue un mode de vie. Les crises politiques africaines sont en grande partie des crises sociales. La guerre ne se propagerait pas si facilement sans cet important levier qu'est une jeunesse désœuvrée. À cause de la crise économique africaine, des millions de jeunes et d'enfants qui ont pour tout horizon la rue, la faim et la misère forment un réservoir humain où vont recruter les seigneurs de guerre. Pour prévenir la guerre, il faudrait impérativement offrir à ces jeunes d'autres perspectives de vie que la pauvreté.

En ce moment, rien ne va plus dans le pays : les mines ont fermé, les infrastructures ne fonctionnent plus, il n'y a pratiquement plus de secteur public... C'est l'agriculture, ce secteur informel porté à bout de bras par les femmes, qui fait vivre le pays au jour le jour.

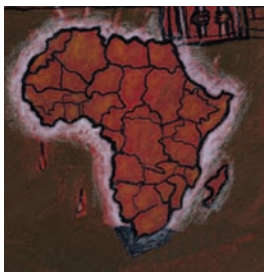
Il ne faut jamais oublier que l'Afrique est un monde profondément rural, et que ce monde rural, c'est 80 % de femmes engagées directement dans l'agriculture. Semailles, récoltes, transformation des aliments, à toutes les étapes de la production alimentaire, ce sont des femmes, bien qu'à peine 7 % d'entre elles possèdent des terres, ce qui est une aberration. En coupant les fonds internationaux liés au développement de l'agriculture, c'est aux femmes qu'on a fait le plus de mal. Quand vous coupez, vous n'avez plus les moyens d'encadrer les activités agricoles : la distribution des engrais chimiques, l'appui à la production, à la transformation des aliments..., c'est de l'argent, tout ça. Alors, en retirant cet argent, vous condamnez ces millions de femmes à la misère et vous les exposez à la violence, parce que c'est

étroitement lié. C'est dans ce monde rural qu'on trouve la majeure partie des victimes de la guerre, et non dans les capitales.

Les crises africaines résultent aussi de l'abandon de ce monde rural axé sur une agriculture de subsistance au profit d'un développement axé sur le commerce et les services. Pour prévenir la guerre, il faudrait renouer avec les politiques de la ruralité : accroître le financement de l'agriculture, le soutien aux femmes des zones rurales, la capacité de production, etc.

Compte tenu de leur apport économique, ce sont les femmes qui tiennent la baraque. Mais paradoxalement, elles n'ont rien et vous ne les retrouvez dans aucun organe décisionnel. Elles en sont absentes. Alors, il va falloir trouver des moyens de changer cela et de bâtir le leadership des femmes.

“ La guerre qui a déjà fait 3 millions de morts au Congo est une guerre de pillage, mais c'est aussi une guerre contre les femmes. ”



³ Adoptée en octobre 2000, la « Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité » engage les agences et les États membres à promouvoir le rôle des femmes dans la prévention des conflits, dans les processus de paix et dans la reconstruction post-conflit, et l'amélioration de la protection des femmes et des filles, et le respect de leurs droits.

Elle reconnaît aussi comme crimes de guerre « toutes les formes de violence sexiste et autre contre les femmes et les petites filles ».

Comment faire quand on part de si loin?

Je pense que ça se joue à deux niveaux : la prise de conscience des femmes elles-mêmes et l'appui international.

Le leadership des femmes est une question politique. Les crimes dont elles sont victimes durant les conflits armés sont des crimes de haine qui reflètent la négation de la femme en tant que sujet politique. La guerre ne fait que dévoiler grossièrement la tyrannie que les femmes vivent dans leurs familles et leurs communautés en temps de paix.

Bâtir le leadership féminin signifie avant tout déconstruire les structures qui contribuent à l'invisibilité des femmes. La citoyenneté n'est pas une question d'honneur, c'est une question de droit. Or, l'imaginaire collectif africain continue d'enfermer la femme dans une lecture honorifique de son rôle dans la société (consolatrice, réconciliatrice, porteuse du sacrifice collectif, etc.) plutôt que de reconnaître sa contribution à l'essor économique et politique du continent. La maternité, le travail domestique, le travail aux champs, le soutien familial, l'éducation des enfants, la prise en charge des malades et des orphelins, bref, tout ce qui fait de la femme une aidante « naturelle » hors pair – celle qui en réalité supporte toutes les charges sociales naguère dévolues à l'État – est considéré comme relevant de la sphère privée.

Le jour où cette contribution recevra une reconnaissance politique, on verra les femmes africaines non plus seulement comme des victimes de la guerre, mais aussi comme des partenaires de la paix et de la stabilité. Malheureusement, pour le moment, ce leadership des femmes dans les processus de paix reste hypothétique parce qu'il suppose des conditions de pouvoir qui ne sont pas toujours à la portée des femmes.

Que voulez-vous dire? Les femmes n'ont pas assez de pouvoir pour qu'on soit obligé d'en tenir compte?

Prenons l'exemple de la participation des femmes aux pourparlers de paix dans la région des Grands Lacs africains. À certains égards, l'expérience est positive : la mobilisation des femmes pour la paix n'a jamais été aussi bien structurée. On a créé des collectifs nationaux

et régionaux pour favoriser la concertation et l'entraide mutuelle, et on a organisé d'importantes conférences pour s'assurer de la participation des femmes aux processus de paix. Mais, d'une autre manière, le bilan n'est pas très reluisant. La présence des femmes aux pourparlers de paix n'a été admise que tardivement en République démocratique du Congo et au Burundi; on a tenté de les confiner dans un statut d'observatrices au Burundi; on a refusé qu'elles participent aux négociations du cessez-le-feu, alors que dans les faits le cessez-le-feu s'est substitué à l'accord de paix. Enfin, l'accès des femmes à la justice n'est pas considéré comme une question politique, et les gains obtenus jusqu'ici viennent de la solidarité féminine plutôt que l'engagement des institutions nationales et des instances multilatérales.

Bref, il y a du progrès, mais on est loin du compte...

Voilà! Il reste beaucoup à faire en matière de protection des civils en général et des femmes en particulier, mais du moins nous avons maintenant les outils internationaux nécessaires pour arriver à nos fins. La résolution 1325 du Conseil de sécurité³ a ceci de révolutionnaire qu'elle aborde la paix et la reconstruction dans une perspective de parité et de leadership des femmes. Le défi est d'obtenir son application.

Pour revenir sur la prévention de la guerre, il faut que j'ajoute la question des armes légères. Si la communauté internationale veut vraiment la paix, elle doit mettre un terme à la libre circulation des armes légères, condamner non seulement leur utilisation, mais aussi leur fabrication et leur vente. En ce moment, les licences de fabrication sont toutes européennes et américaines – une hypocrisie tout à fait légale. Or, les exemples de l'Angola et du Liberia montrent que, quand le Conseil de sécurité décrète un embargo international sur les armes, cela a une incidence directe sur l'arrêt des combats.

Ce qui nous amène à la volonté politique internationale...

Oui, et sans elle, la résolution des conflits et la reconstruction sont impensables. Or, jusqu'ici, pour ne parler que des missions de paix des Nations Unies, il est évident que celles qui concernent les conflits en Afrique n'ont rien à voir avec celles qui concernent les autres conflits dans le monde. Pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres, le Conseil de sécurité a mobilisé 42 000 soldats pour faire respecter les accords de paix au Kosovo, un pays de 2 millions d'habitants, et n'a donné que 15 000 soldats à la MONUC, la Mission d'observation de l'ONU au Congo, un pays qui a plus de 50 millions d'habitants.

À ce problème d'effectifs et de sous-financement, s'ajoute celui du mandat des missions de paix en Afrique. Si les populations civiles sont les principales victimes des conflits armés,

on comprend mal que les missions de paix ne protègent pas davantage les populations civiles. Au Rwanda, on a refusé au général Dallaire la permission d'intervenir pour protéger les civils. Au Congo, on a attendu jusqu'en 2003 pour ajouter la protection des civils au mandat de la MONUC, et on ne lui a toujours pas donné les ressources pour le faire...



L'appel de Françoise Nduwimana

J'ai beaucoup parlé du Congo, mais je suis tout autant préoccupée par la situation des femmes au Rwanda et au Burundi, victimes aussi des violences sexuelles et de la haine, délibérément contaminées par le virus du sida. Dix ans plus tard, on regarde toujours ces femmes comme si elles n'avaient pas droit à la guérison, à la réparation, à la dignité. Ce que j'ai dit pour les femmes du Congo vaut aussi bien pour les femmes du Rwanda et du Burundi, du Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire, de partout où des forces militaires au machisme criminel s'en prennent aux femmes parce qu'elles sont des femmes. Je lance un appel aux femmes et aux groupes de femmes du Québec pour qu'on ne les oublie pas. En tant que citoyennes, nous avons nos gouvernements, nos programmes de coopération, nos médias et nos programmes scolaires. Il faut absolument faire un plaidoyer à tous les niveaux pour qu'un jour cela cesse, pour que les victimes sentent que quelque part il y a des âmes sœurs qui pensent à elles et qui posent des petits gestes de solidarité.

Pour contacter la Coalition pour les droits des femmes en situation de conflits :
(514) 283-6073
<http://www.womensrightscoalition.org/index_fr.htm>



Quant on additionne les morts de la faim, du manque d'eau potable, du sida, ceux du Burundi, du Rwanda, du Congo, du Darfour, etc., on finit par se demander si ce n'est pas un génocide délibéré, du racisme à l'état pur.

Il y en a qui le disent... Moi, je préfère reprendre les mots d'Albert Camus et dénoncer le « silence déraisonnable du monde ».

Comment se fait-il que ces hécatombes ne font jamais la manchette alors qu'un attentat qui tue 50 personnes à Londres occupe les médias pendant des semaines?

Nous sommes choqués, c'est naturel, par des actes de terrorisme tels que nous les définissons, tels que nous les voyons. Cependant, il y a des atteintes à la vie apparemment sans auteur mais tout aussi criminelles dont on ne parle jamais. Les médias ne parlent pas de l'Afrique subsaharienne, là où la pauvreté est extrême, là où les conflits armés sont les plus meurtriers. C'est incroyable. C'est quand même 900 millions de personnes. Jan Patocka⁴ parlait de la « solidarité des ébranlés ». Mais on ne peut pas être ébranlé si on ne sait pas, si on n'a pas accès à l'information. Comment peut-on ne pas informer les gens que le manque d'eau potable, de nourriture, de médicaments et de soins, de protection des civils tue des millions de gens en Afrique, alors qu'on pourrait éviter ces morts. Mais... est-ce que les morts des pays pauvres sont vraiment des morts?

⁴ Après avoir fait l'expérience des tranchées, le philosophe tchèque et militant des droits de l'homme Jan Patocka (1907-1977) a écrit sur « la solidarité des ébranlés » dans ses *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire* (Verdier, 1988).

SYLVIE DUPONT est rédactrice, traductrice et consultante en édition. Cofondatrice de *La Vie en rose*, elle a été membre du comité de rédaction de 1980 à 1983, et a continué à y collaborer par la suite.